



GAVI Alliance

Rapport de situation annuel 2010

Présenté par
le Gouvernement de
Mauritania

Année faisant l'objet du rapport : **2010**
Demande de soutien pour l'année : **2012**
Date de présentation : **29.05.2011 13:48:54**

Date limite de présentation : 1 Jun 2011

Prière de présenter le rapport de situation annuel 2010 par le biais de la plateforme en ligne
<https://AppsPortal.gavialliance.org/PDExtranet>

Pour toute demande de renseignements, prière de s'adresser à : apr@gavialliance.org ou aux représentants d'une institution partenaire de GAVI. Les documents pourront être portés à la connaissance des partenaires de GAVI, de ses collaborateurs et du public. Il est possible de présenter le rapport annuel et les pièces jointes en anglais, espagnol, français ou russe.

Note : nous vous invitons à utiliser les rapports de situation annuels précédents et les demandes approuvées de soutien de GAVI comme documents de référence. La copie électronique des précédents rapports de situation annuels et des demandes de soutien de GAVI approuvées sont disponibles à l'adresse http://www.gavialliance.org/performance/country_results/index.php

Le Secrétariat de GAVI est dans l'impossibilité de retourner les documents présentés et les pièces jointes au pays. Sauf mention contraire, les documents seront communiqués aux partenaires de GAVI Alliance et au public.

CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DU SOUTIEN DE GAVI ALLIANCE

FINANCEMENT UTILISÉ UNIQUEMENT POUR DES PROGRAMMES APPROUVÉS

Le pays présentant la demande (« le pays ») confirme que tous les fonds fournis par GAVI Alliance au titre de la présente demande seront utilisés et appliqués dans le seul but de réaliser le(s) programme(s) décrit(s) dans la demande de soutien du pays. Toute modification substantielle du/des programme(s) approuvé(s) devra être révisée et approuvée au préalable par GAVI Alliance. Toutes les décisions de financement pour cette demande sont du ressort du Conseil d'administration de GAVI Alliance et sont subordonnées aux procédures du CEI et à la disponibilité des fonds.

AMENDEMENT DE LA PRÉSENTE PROPOSITION

Le pays avertira GAVI Alliance par le biais de son rapport de situation annuel s'il souhaite proposer des changements à la description du/des programme(s) dans la présente demande de soutien. L'Alliance documentera toute modification qu'elle aura approuvée et la proposition du pays sera amendée.

REMBOURSEMENT DES FONDS

Le pays accepte de rembourser à GAVI Alliance tous les fonds qui ne sont pas utilisés pour le(s) programme(s) décrit(s) dans la présente demande. Le remboursement par le pays s'effectuera en dollars des États-Unis, à moins que GAVI Alliance n'en décide autrement, dans les soixante jours après réception par le pays de la demande de remboursement de GAVI Alliance. Les fonds remboursés seront versés sur le(s) compte(s) désigné(s) par GAVI Alliance.

SUSPENSION/RÉSILIATION

L'Alliance peut suspendre tout ou partie de ses financements au pays si elle a des raisons de soupçonner que les fonds ont été utilisés dans un autre but que pour les programmes décrits dans la présente demande ou toute modification de cette demande approuvée par GAVI. GAVI Alliance se réserve le droit de mettre fin à son soutien au pays pour les programmes décrits dans la présente demande si des malversations des fonds de GAVI Alliance sont confirmées.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le pays confirme que les fonds apportés par GAVI Alliance ne seront en aucun cas offerts par lui à des tiers, et qu'il ne cherchera pas non plus à tirer des présents, des paiements ou des avantages directement ou indirectement en rapport avec cette demande qui pourraient être considérés comme une pratique illégale ou une prévarication.

CONTRÔLE DES COMPTES ET ARCHIVES

Le pays réalisera des vérifications annuelles des comptes et les transmettra à GAVI Alliance, conformément aux conditions précisées. L'Alliance se réserve le droit de se livrer par elle-même ou au travers d'un agent à des contrôles des comptes ou des évaluations de la gestion financière afin d'assurer l'obligation de rendre compte des fonds décaissés au pays.

Le pays tiendra des livres comptables précis justifiant l'utilisation des fonds de GAVI Alliance. Le pays conservera ses archives comptables conformément aux normes comptables approuvées par son gouvernement pendant au moins trois ans après la date du dernier décaissement de fonds de GAVI Alliance. En cas de litige sur une éventuelle malversation des fonds, le pays conservera ces dossiers jusqu'à ce que les résultats de l'audit soient définitifs. Le pays accepte de ne pas faire valoir ses privilèges documentaires à l'encontre de GAVI Alliance en rapport avec tout contrôle des comptes.

CONFIRMATION DE LA VALIDITE JURIDIQUE

Le pays et les signataires pour le Gouvernement confirment que la présente demande de soutien est exacte et correcte et représente un engagement juridiquement contraignant pour le pays, en vertu de ses lois, à réaliser les programmes décrits dans la présente demande.

CONFIRMATION DU RESPECT DE LA POLITIQUE DE GAVI ALLIANCE SUR LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILITÉ

Le pays confirme qu'il a pris connaissance de la politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité et qu'il en respectera les obligations.

UTILISATION DE COMPTES BANCAIRES COMMERCIAUX

Il incombe au Gouvernement du pays éligible de vérifier avec toute la diligence requise l'adéquation des banques commerciales utilisées pour gérer le soutien en espèces de GAVI, notamment le RSS, le SSV, l'appuis aux OSC et les allocations d'introduction des vaccins. Le représentant soussigné du Gouvernement confirme que le Gouvernement assumera l'entière responsabilité du remplacement du soutien en espèces de GAVI qui serait perdu en raison d'une faillite de la banque, de fraude ou tout autre événement imprévu.

ARBITRAGE

Tout litige entre le pays et GAVI Alliance occasionné par la présente demande ou en rapport avec elle qui n'aura pas été réglé à l'amiable dans un délai raisonnable sera soumis à un arbitrage à la demande de GAVI Alliance ou du pays. L'arbitrage sera conduit conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission pour le droit commercial international (CNUDCI) alors en vigueur. Les parties acceptent d'être liées par la sanction arbitrale, comme règlement final de ce différend. Le lieu de l'arbitrage sera Genève, Suisse. La langue de l'arbitrage sera l'anglais.

Pour tout litige portant sur un montant égal ou inférieur à \$US 100 000, un arbitre sera désigné par GAVI Alliance. Pour tout litige portant sur un montant supérieur à \$US 100 000, trois arbitres seront nommés comme suit : GAVI Alliance et le pays désigneront chacun un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désigneront conjointement un troisième arbitre qui présidera.

L'Alliance ne pourra être tenue pour responsable auprès du pays de toute réclamation ou perte en rapport avec les programmes décrits dans la présente demande, y compris et sans limitation, toute perte financière, conflit de responsabilités, tout dommage matériel, corporel ou décès. Le pays est seul responsable de tous les aspects de la gestion et de la mise en œuvre des programmes décrits dans la présente demande.

En préparant ce rapport de situation annuel, le pays informera GAVI :

- des activités réalisées en utilisant les ressources de GAVI pour l'année dernière ;
- des problèmes importants rencontrés et de la manière dont le pays a tenté de les surmonter ;
- du respect des exigences de responsabilité en ce qui concerne l'utilisation du financement versé par GAVI et des dispositions nationales avec les partenaires de développement ;
- de la demande de fonds supplémentaires approuvés précédemment dans une précédente demande de SSV/SVN/RSS, mais qui n'ont pas été versés ;
- de la manière dont GAVI peut rendre le rapport de situation annuel plus adapté aux besoins des gouvernements tout en respectant les principes de responsabilité et de transparence de l'Alliance.

1. Caractéristiques du Soutien

Année faisant l'objet du rapport : 2010

Demande de soutien pour l'année : 2012

1.1. SVN et SSI

Type de soutien	Vaccin	Présentation préférée	Valable jusqu'en
SVN	DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	2012

Prolongation du programme

Aucun soutien ne peut bénéficier d'une prolongation cette année.

1.2. Soutiens SSV, RSS et OSC

Soutien actuel	Valable jusqu'en
RSS	2015

2. Signatures

Veillez remplir tous les champs **surlignés en bleu**. Ensuite, imprimez cette page, faites-la dater et signer par les personnes concernées, puis téléchargez les documents signés et scannés à la section 13 « Pièces jointes ».

2.1. Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

En apposant sa signature sur la présente page, le Gouvernement de **Mauritania** atteste de la validité des informations fournies dans le rapport, y compris toutes les pièces jointes, les annexes, les états financiers et/ou les rapports de vérification des comptes. Le Gouvernement confirme également que les vaccins, le matériel de vaccination et les fonds ont été utilisés conformément aux clauses et conditions générales de GAVI Alliance telles que précisées dans le présent rapport de situation annuel.

Pour le Gouvernement de **Mauritania**

Veillez noter que ce rapport de situation annuel ne sera ni examiné ni approuvé par le Comité d'Examen Indépendant (CEI) s'il n'est pas muni des signatures du Ministre de la Santé et du Ministre des Finances ou de leur représentant autorisé.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Ministre de la Santé (ou son représentant autorisé) :		Ministre des Finances (ou son représentant autorisé) :	
Nom	BA Housseynou Hamady	Nom	THIAM Djombar
Date		Date	
Signature		Signature	

Ce rapport a été préparé par :

Note : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom complet	Fonction	Téléphone	Courriel	Action
Docteur M'barek OULD HOUMEID	Coordonnateur national du PEV	00 222 4 645 97 87	mbarekohoumeid@yahoo.fr	

2.2. Page des signatures du CCIA

Si le pays rend compte du soutien aux services de vaccination (SSV), du soutien à la sécurité des injections (SSI) et du soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN).

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant le présent formulaire, les membres du CCIA confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils sont gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière.

2.2.1. Aval du rapport par le CCIA

Nous soussignés, membres du Comité de coordination interagences (CCIA), avalisons le présent rapport. La signature de ce document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

Note : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisme	Signature	Date	Action
Sidi Aly Ould SIDI BOUBACAR	SG/Ministère de la santé			
Dr Abderrahmane OULD JIDDOU	Directeur des services de santé de base au Ministère de la Santé			
Dr Niang Saidou DORO	Directeur de la lutte contre la Maladie au Ministère de la Santé			
Abdallahi OULD MOHAMED LEHBIB	Conseiller du Ministre de la Santé chargé de la prévention			
Dr M'barek Ould HOUMEID	Coordonnateur national du PEV/au Ministère de la Santé			
Dr Jean Pierre BAPTISTE	Représentant de l'OMS			
Mme Cathérine MBENGUE	Représentante de l'UNICEF			
Mme Marie AUGHENBAUGH	Représentante de COUNTERPART INTERNATIONAL			
Isselmou OULD HANEFI	ONG ABBERE			
Mme Kadiata SECK SARR	ONG ADFFE			

Si le CCIA le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse : apr@gavialliance.org

Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle.

Observations des partenaires :

Observations du Groupe de travail régional :

2.3. Page des signatures du CCSS

Si le pays rend compte du soutien au RSS.

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant le présent formulaire, les membres du CCSS confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils sont gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière. De plus, le CCSS confirme que le contenu du présent rapport est fondé sur des données financières exactes et vérifiables.

2.3.1. Aval du rapport par le CCSS

Nous soussignés, membres du Comité national de coordination du secteur de la santé (CCSS), , avalisons ce rapport relatif au programme de renforcement du système de santé. La signature de ce document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

Note : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date	Action

Si le CCSS le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse : apr@gavialliance.org

Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle.

Observations des partenaires :

Observations du Groupe de travail régional :

2.4. Page des signatures pour le soutien de GAVI Alliance aux OSC (type A et B)

Le présent rapport a été préparé en consultation avec les représentants des OSC qui participent aux mécanismes de coordination à l'échelon national (CCSS ou équivalent et CCIA) et les personnes chargées du recensement des OSC (pour le soutien de type A), ainsi qu'avec les personnes qui reçoivent un soutien financier de GAVI pour les aider à mettre en œuvre la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC (pour le soutien de type B).

2.4.1. Responsables de la rédaction du rapport sur le soutien aux OSC

Le présent rapport sur le soutien de GAVI Alliance aux OSC a été préparé par :

Note : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date	Action

2.4.2. Aval du rapport sur le soutien aux OSC

Nous soussignés, membres du Comité national de coordination du secteur de la santé, , avalisons le présent rapport sur le soutien de GAVI Alliance aux OSC.

Note : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date	Action

La signature de l'aval n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

3. Table des Matières

Ce rapport de situation annuel rend compte des activités menées par *Mauritania* de janvier à décembre 2010 et précise les demandes pour la période comprise entre janvier et décembre 2012

Sections

Introduction

Page de couverture

Clauses et conditions générales du soutien de GAVI Alliance

1. Caractéristiques du soutien

1.1. SVN et SSI

1.2. SSV, RSS et OSC

2. Signatures

2.1. Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

2.2. Page des signatures du CCIA

2.3. Page des signatures du CCSS

2.4. Page des signatures pour le soutien de GAVI Alliance aux OSC (type A et B)

3. Table des Matières

4. Données de Référence et Objectifs Annuels

Tableau 1 : Données de référence

5. Gestion du Programme Général

5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés

5.2. Résultats de la vaccination en 2010

5.3. Évaluations des données

5.4. Dépenses globales et financement de la vaccination

Tableau 2a : Dépenses globales et financement de la vaccination

Tableau 2b : Dépenses globales pour la vaccination inscrites au budget

5.5. Comité de coordination interagences (CCIA)

5.6. Activités prioritaires de 2011 à 2012

5.7. Progrès du plan de transition pour la sécurité des injections

6. Soutien aux Services de Vaccination (SSV)

7. Soutien aux Vaccins Nouveaux ou Sous-utilisés (SVN)

7.1. Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination de 2010

Tableau 4 : Doses vaccinales reçues

7.2. Introduction d'un nouveau vaccin en 2010

7.3. Rapport sur le cofinancement du pays en 2010 (le cas échéant)

Tableau 5 : Quatre questions sur le cofinancement du pays en 2010

7.4. Gestion des vaccins (GEEV/GEV/EGV)

7.5. Changement de présentation d'un vaccin

7.6. Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2011

7.7. Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de

2012

7.8. Division des approvisionnements de l'UNICEF : prix moyens pondérés des fournitures et frais de transport y associés

Tableau 6.1 : Prix des produits selon l'UNICEF

Tableau 6.2 : Frais de transport

7.9. Calcul des besoins

Tableau 7.1.1 : Caractéristiques: DTP-HepB-Hib, 1 dose/vial, Liquid

Tableaux de cofinancement pour DTP-HepB-Hib, 1 dose/vial, Liquid

Tableau 7.1.2 : Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (soutien de GAVI)

Tableau 7.1.3 : Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (quote-part du pays)

Tableau 7.1.4 : Calcul des besoins

8. Soutien à la Sécurité des Injections (SSI)

9. Programme de Renforcement du Système de Santé (RSS)

10. Programme relatif aux Organisations de la Société Civile (OSC)

11. Observations

12. Annexes

États financiers pour le soutien aux services de vaccination (SSV) et les allocations d'introduction de nouveaux vaccins

États financiers pour le renforcement du système de santé (RSS)

États financiers pour le soutien aux organisations de la société civile (OSC) de type B

13. Pièces Jointes

13.1. Liste de documents justificatifs joints au présent rapport de situation annuel

13.2. Pièces jointes

4. Données de Référence et Objectifs Annuels

Tableau 1 : Données de référence

Donnée	Objectifs					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre total de naissances	139,397	142,743	146,169	149,677	153,269	156,948
Nombre total de décès de nourrissons	6,178	6,326	6,478	6,633	6,792	6,955
Nombre total de nourrissons survivants	133,219	136,417	139,691	143,044	146,477	149,993
Nombre total de femmes enceintes	151,025	154,649	158,361	162,162	166,054	170,039
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec le BCG	118,042	128,469	135,938	145,187	150,204	155,378
Couverture du BCG (%) *	85%	90%	93%	97%	98%	99%
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec les trois doses du VPO	68,832	95,492	104,768	114,435	123,040	133,493
Couverture du VPO3 (%) **	52%	70%	75%	80%	84%	89%
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 1 ^{ère} dose du DTC ***	108,752	109,134	118,737	128,739	134,759	142,193
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 3 ^e dose du DTC ***	85,687	95,492	104,768	114,435	123,040	133,493
Couverture des trois doses du DTC (%) **	64%	70%	75%	80%	84%	89%
Taux de perte ^[1] pendant l'année de référence et prévu par la suite (%)	15%	5%	5%	5%	5%	5%
Facteur de perte ^[1] pendant l'année de référence et prévu par la suite	1.18	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05
Nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 1 ^{ère} dose du vaccin HepB et/ou Hib	108,752	109,134	118,737	128,739	134,759	142,193
Nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 3 ^e dose du vaccin HepB et/ou Hib	85,687	95,492	104,768	114,435	123,040	133,493
Couverture de la 3 ^e dose (%) **	64%	70%	75%	80%	84%	89%
Taux de perte ^[1] pendant l'année de référence et prévu par la suite (%)	15%	5%	5%	5%	5%	5%
Facteur de perte ^[1] pendant l'année de référence et prévu par la suite	1.18	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05

Donnée	Objectifs					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 1 ^{ère} dose du vaccin antirougeoleux	89,421	95,492	104,768	114,435	123,040	133,493
Couverture du vaccin antirougeoleux (%) **	67%	70%	75%	80%	84%	89%
Femmes enceintes vaccinées avec l'AT+	45,786	54,127	58,594	64,865	69,743	76,518
Couverture de l'AT+ (%) ****	30%	35%	37%	40%	42%	45%
Supplémentation en vitamine A des mères six semaines avant l'accouchement						
Supplémentation en vitamine A des nourrissons après l'âge de six mois						
Taux annuel d'abandon du DTC [(DTC1 - DTC3) / DTC1] x 100	21%	13%	12%	11%	9%	6%

* Nombre de nourrissons vaccinés par rapport au nombre total de naissances

** Nombre de nourrissons vaccinés par rapport au nombre total de nourrissons survivants

*** Indiquer le nombre total d'enfants vaccinés avec le DTC seul ou avec un vaccin associé

**** Nombre de femmes enceintes vaccinées avec l'AT+ par rapport au nombre total de femmes enceintes

¹ Formule pour calculer le taux de perte d'un vaccin (en pourcentage) : $[(A - B) / A] \times 100$, sachant que A = le nombre de doses distribuées pour utilisation conformément aux registres d'approvisionnement, déduction faite du solde en stock à la fin de la période d'approvisionnement, et B = le nombre de vaccinations réalisées avec le même vaccin pendant la même période.

5. Gestion du Programme Général

5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés

Note : Avant de continuer, veuillez remplir le tableau à la section 4. [Données de Référence et Objectifs Annuels](#).

Les chiffres pour 2010 doivent correspondre aux chiffres que le pays a transmis dans le **Formulaire de Rapport Conjoint OMS/UNICEF de notification des activités de vaccination pour 2010**. Les chiffres pour 2011 à 2015 dans le tableau à la section 4. [Données de Référence et Objectifs Annuels](#) doivent cadrer avec ceux que le pays a fournis à GAVI dans le précédent rapport de situation annuel ou dans une nouvelle demande de soutien à GAVI, ou encore dans le PPAC.

Dans les espaces ci-dessous, veuillez justifier les différences entre les chiffres qui figurent dans le présent rapport de situation annuel et ceux des documents de référence.

Justifiez tout changement apporté au nombre des **naissances**

Les chiffres pour les naissances vivantes entre le RAS et le JRF sont légèrement différents du fait de l'utilisation d'une proportion de nombre de naissances vivantes de deux décimales pour le JRF (4.38%) et 4 décimales pour le RAS (4.3843). Ce qui donne pour le premier un nombre de 139 261 et pour le second 139 397. Par rapport aux années antérieures le nombre de naissances vivantes qui était considéré comme égale au nombre de femmes enceintes (4,75%) a aussi été révisé en utilisant la proportion de 4,38%. Ce qui explique que le chiffre des enfants survivants passe de 146 642 enfants survivants en 2012 dans le document de soumission au pentavalent à 139691 pour la même année dans le RAS 2010.

Justifiez tout changement apporté au nombre des **nourrissons survivants**

Les enfants survivants correspondent à un taux de 4,19% de la population totale.

Justifiez tout changement apporté aux **objectifs par vaccin**

Les objectifs sont les mêmes que dans les autres documents de référence et la soumission.

Justifiez tout changement apporté au taux de **perte par vaccin**

Les taux de perte sont les mêmes que dans les autres documents de référence.

5.2. Résultats de la vaccination en 2010

5.2.1.

Veuillez commenter les résultats du programme de vaccination par rapport aux objectifs (tels qu'ils figurent dans le rapport de situation de l'an dernier), les principales activités réalisées ainsi que les obstacles rencontrés en 2010 et la manière dont ils ont été levés :

A la fin de l'année 2010, la couverture vaccinale du BCG est de 85%, celle du penta3 64%, le VPO3 de 52% et le VAR 67%. L'objectif attendu en 2010 pour le Penta 3 était de 70%. Conformément à la remarque du CEI dans la lettre de décision, les objectifs étaient ambitieux. Ce qui a conduit le pays à réviser à la baisse ses objectifs pour les projections des années prochaines. Cette contre performance est imputable à l'insuffisance de la chaîne de froid ainsi qu'à des ruptures prolongées dans temps pour le pentavalent (environ 2 mois) et Polio (3 mois) en 2010. En termes d'activités réalisées en 2010, nous notons:

- o La tenue de plusieurs (2) réunions regroupant les points focaux régionaux PEV et la surveillance, avec la participation dans certains cas des médecins chefs de districts.
- o La tenue d'une réunion avec les directeurs régionaux de la santé et les partenaires dont l'objectif était de discuter avec eux sur la situation difficile que connaît le PEV et les sensibiliser davantage sur la nécessité d'établir un système de relance des activités de vaccination, un document chiffré de relance du PEV a été élaboré, sa mise en œuvre est en cours avec l'aide des partenaires.
- o L'approvisionnement des vaccins et consommables s'est poursuivi sur le budget de l'Etat pour les vaccins traditionnels et sur fonds GAVI pour le pentavalent, le tout à travers les circuits de l'UNICEF.
- o L'Organisation de 2 passages de la campagne de vaccination contre le tétanos maternel et néonatal qui avait commencé en 2009
- o L'Organisation d'une série de 8 campagne de vaccination contre la Poliomyélite en riposte à la réimportation de 18 cas de poliovirus sauvage, alors que le dernier cas remonte à l'année 2001.
- o Organisation d'un inventaire de la chaîne de froid en septembre 2010
- o Organisation d'une évaluation de la gestion des vaccins en Novembre 2010
- o Mission de plaidoyer de haut niveau regroupant l'OMS/UNICEF et GAVI en faveur du programme de routine (Octobre 2010)
- o Formation des responsables de vaccination au niveau de 10 districts sur le logiciel de gestion des vaccins
- o Organisation du concours de sélection de 4 candidats pour la formation EPIVAC
- o Réalisation de deux sorties pour les activités mobiles de vaccination pour les 20 districts ayant les plus faibles performances
- o Supervision nationale des unités fixes de vaccination
- Réalisation de deux missions de maintenance des chaînes de froid dans les wilayas de l'EST et du Sud du pays
- Equipement des nouveaux locaux de l'unité centrale du PEV (Climatiseurs et informatique)
- Elaboration d'un plan de réhabilitation de la chaîne de froid qui a connu un début d'exécution durant le premier trimestre de 2011.

En termes de difficultés portant préjudice à la mise en œuvre du programme, en 2010 nous notons l'insuffisance de ressources financières et le manque d'un partenariat scellé autour du PEV. Seulement les partenaires traditionnels comme l'OMS et l'Unicef continuent encore à soutenir ce programme de grande importance. GAVI soutient le pays pour la composante introduction de nouveaux vaccins (Pentavalent) avec cofinancement de l'état à hauteur de 0.20 \$US par dose. D'autre part, lors des différentes réunions, tenues en 2010, il est ressorti la nécessité grandissante d'une réhabilitation de la chaîne de froid et de sa maintenance. Ce qui est également apparu dans les micros plans des districts réalisés pour les besoins de la campagne de riposte contre la poliomyélite et la campagne de contrôle de la rougeole organisée en Février 2011. Ces insuffisances touchent les différents types d'appareils et autres matériels comme les glacières 25 litres et surtout les porte-vaccins. La vétusté des portes vaccins et leur mauvaise qualité a conduit le pays à faire payer sur fonds propres des régions, pour les besoins des campagnes, des thermos ne répondant que très peu aux normes standards de conservation des vaccins. Un inventaire de la gestion de la chaîne de froid a révélé la nécessité de renforcement de la maintenance de la chaîne de froid et de procéder au renouvellement des chaînes de froid dans un nombre important (40%) des 436 unités de vaccination que compte le pays, surtout dans la perspective d'introduction de nouveaux vaccins comme le pneumocoque, programmée en 2011.

En termes de solutions apportées, l'on peut noter :

- Une situation claire du PEV de routine a été développée débouchant à un plan de relance du PEV de routine.
- Un plaidoyer au plus haut niveau réalisé par les membres du CCIA (agences des nationaux Unies) auprès du Président de la République et la mission conjointe OMS/UNICEF/GAVI sur la situation difficile que connaît la vaccination et qui serait à l'origine des épidémies de rougeole et de poliomyélite qui sévissent dans le pays. Ce plaidoyer a été à l'origine d'une augmentation conséquente du budget de l'Etat pour le fonctionnement du programme.

5.2.2.

Si les objectifs n'ont pas été atteints, veuillez en donner les raisons :

Si certains objectifs ont été atteints comme le BCG (85%) alors que l'objectif du RAS 2009 était fixé à 83%, ce n'est pas le cas pour les autres antigènes. En 2010, la couverture vaccinale penta3 : 64%, VPO3 de 52% et le VAR 67%. Dans le RAS 2009, les objectifs attendus en 2010 étaient de 70 % pour le penta3 et le VPO3. Cette contre performance enregistrée par le PEV de routine serait liée entre autres à la défaillance de la chaîne de froid comme le montre l'évaluation de la gestion des vaccins réalisée en 2010 ainsi qu'à des ruptures prolongées dans le temps pour le pentavalent (environ 2 mois) et le vaccin Polio oral (3 mois) en 2010.

5.2.3.

Les hommes et les femmes ont-ils accès sur un même pied d'égalité aux services de vaccination ? **Unknown**

Dans la négative, veuillez décrire comment vous prévoyez d'améliorer l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux services de vaccination.

Si vous ne disposez pas de données à ce sujet, prévoyez-vous de recueillir des informations ventilées par sexe sur la vaccination systématique ?

Dans l'affirmative, veuillez décrire brièvement la manière dont votre pays est parvenu à l'égalité d'accès entre hommes et femmes.

5.2.4.

Veuillez donner quelques précisions sur les succès obtenus et les difficultés rencontrées en 2010 pour garantir l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux services de vaccination.

5.3. Évaluation des données

5.3.1.

Veuillez expliquer tout écart entre les données sur la couverture vaccinale provenant de différentes sources (par exemple, si les données de l'enquête indiquent des niveaux de couverture différents de ceux qui ont été mesurés par le système de production des données administratives, ou si l'estimation OMS/UNICEF de la couverture vaccinale nationale diffère de l'estimation nationale officielle)*.

La dernière enquête de couverture vaccinale du PEV remonte à l'année 2004. Depuis cette date, aucune autre évaluation du PEV n'a été réalisée et l'on s'en tient seulement aux données administratives.

* Veuillez noter que les estimations OMS/UNICEF pour 2010 ne seront disponibles qu'en juillet 2011 et peuvent comporter des changements rétrospectifs dans les séries chronologiques.

5.3.2.

A-t-on réalisé une évaluation des systèmes de production des données administratives depuis 2009?

No

Dans l'affirmative, veuillez décrire ces évaluations et en indiquer la date.

5.3.3.

Veuillez décrire toute activité entreprise pour améliorer les systèmes de production des données administratives depuis 2008.

La réalisation du DQS dans certains districts et les réunions d'harmonisation des données au niveau central ainsi que les supervisions aux différents niveaux contribuent à améliorer le système de collecte des données.

5.3.4.

Veuillez décrire les plans mis en place, ou qui le seront, pour améliorer encore les systèmes de production des données administratives.

La mise en place du DQS sur l'ensemble des districts est planifiée ainsi que le renforcement de la supervision sur le terrain.

5.4. Dépenses globales et financement de la vaccination

L'objet des **tableaux 2a** et **tableaux 2b** ci-dessous est d'aider GAVI à comprendre les grandes tendances des dépenses du programme de vaccination et des flux financiers. Veuillez remplir les tableaux en utilisant des dollars des États-Unis.

Taux de change utilisé	1 \$US = 287	Saisissez uniquement le taux de change, et non le nom de la devise
-------------------------------	--------------	--

Tableau 2a : Dépenses globales et financement de la vaccination, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs) en \$US

Note : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

<i>Dépenses par catégorie</i>	Dépenses année 2010								Actions
		Pays	GAVI	UNICEF	OMS	Nom du donateur	Nom du donateur	Nom du donateur	
Vaccins traditionnels *	69,911	69,911							
Nouveaux vaccins	1,762,280	89,000	1,673,280						
Matériel d'injection avec seringues autobloquantes									
Matériel d'injection avec seringues autres que seringues autobloquantes									
Équipement de la chaîne du froid									
Personnel									
Autres coûts de fonctionnement									
Activités vaccinales supplémentaires									
Total dépenses de vaccination	1,832,191								
Total dépenses		158,911	1,673,280						

<i>Dépenses par catégorie</i>	Dépenses année 2010								Actions
		Pays	GAVI	UNICEF	OMS	Nom du donateur	Nom du donateur	Nom du donateur	
gouvernementales de santé									

* Vaccins traditionnels : BCG, DTC, VPO (ou VPI), 1^{ère} dose du vaccin antirougeoleux (ou du vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-HepB et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

Tableau 2b : Dépenses globales pour la vaccination inscrites au budget, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs) en \$US

Note : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

<i>Dépenses par catégorie</i>	Inscrites au budget année 2012	Inscrites au budget année 2013	Actions
Vaccins traditionnels *	229,666	247,065	
Nouveaux vaccins	1,392,588	1,508,940	
Matériel d'injection avec seringues autobloquantes	99,487	107,141	
Matériel d'injection avec seringues autres que seringues autobloquantes			
Équipement de la chaîne du froid			
Personnel			
Autres coûts de fonctionnement			
Activités vaccinales supplémentaires			
Total dépenses de vaccination	1,721,741	1,863,146	

* Vaccins traditionnels : BCG, DTC, VPO (ou VPI), 1^{ère} dose du vaccin antirougeoleux (ou vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-HepB et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

Veillez décrire les tendances des dépenses et du financement de la vaccination pour l'année faisant l'objet du rapport, par exemple les différences entre les prévisions de dépenses, de financement et de déficit et la situation réelle. Expliquez en détail les raisons des tendances rapportées et décrivez les perspectives de viabilité financière pour le programme de vaccination au cours des trois prochaines années ; indiquez si les déficits de financement sont gérables, s'ils constituent un obstacle ou s'ils sont très inquiétants. Dans les deux derniers cas, veuillez expliquer les stratégies mises en œuvre pour combler les déficits et indiquez les sources/causes des déficits.

5.5. Comité de coordination interagences (CCIA)

Combien de réunions le CCIA a-t-il tenues en 2010? **2**

Veillez joindre les comptes rendus (document numéro **5** et) de toutes les réunions du CCIA tenues en 2010, y compris celui de la réunion au cours de laquelle le présent rapport a été approuvé.

Dressez la liste des principales préoccupations ou recommandations, le cas échéant, formulées par le CCIA sur les sections [5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés](#) à [5.4 Dépenses globales et financement de la vaccination](#)

Des Organisations de la Société Civile (OSC) sont-elles membres du CCIA ? **Yes**

Dans l'affirmative, lesquelles ?

Note : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Liste des OSC membres du CCIA :	Actions
Rotary International	
Counterpart International	

5.6. Activités prioritaires de 2011 à 2012

Quels sont les principaux objectifs et les activités prioritaires du pays pour son PEV de 2011 à 2012 ? Sont-ils liés au PPAC ?

La réalisation du DQS dans certains districts et les réunions d'harmonisation des données au niveau central ainsi que les supervisons aux différents niveaux contribuent à améliorer le système de collecte des données.

La mise en place du DQS sur l'ensemble des districts est planifiée ainsi que le renforcement de la supervision sur le terrain.

Les objectifs assignés pour la période 2011-2012 concerneront la poursuite des efforts d'éradication de la poliomyélite, la contrôle de la rougeole et l'élimination du Tétanos maternel et néonatal

Les activités prioritaires seront:

- La mise en place progressive de l'approche ACD
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication du PEV de routine
- L'introduction du vaccin Anti Pneumococcique
- Le renouvellement des équipements de chaîne de froid y compris les chambres froides du niveau central
- Le renforcement des capacités du personnel impliqué dans le PEV
- La maintenance curative et préventive de la chaîne de froid
- Le renforcement de la surveillance épidémiologique
- La réhabilitation des locaux du PEV abritant les chambres froides

Tous ces objectifs et activités trouvent leur ancrage dans le PPAC 2008-2012 et seront repris dans le PPAC 2013-2015 en cours d'élaboration.

5.7. Progrès du plan de transition pour la sécurité des injections

Tous les pays sont priés de rendre compte des progrès du plan de transition pour la sécurité des injections.

Veuillez indiquer quels types de seringues ont été utilisés et les sources de financement du matériel de sécurité des injections en 2010

Note : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Vaccin	Types de seringues utilisés dans le PEV systématique en 2010	Sources de financement en 2010	Actions
BCG	Seringues autobloquantes	Etat	
Vaccin antirougeoleux	Seringues autobloquantes	Etat	
Anatoxine tétanique	Seringues autobloquantes	Etat	
Vaccin contenant le DTC	Seringues autobloquantes	Etat/GAVI	

Le pays dispose-t-il d'un plan/d'une politique de sécurité des injections ? **Yes**

Dans l'affirmative : Avez-vous rencontré des obstacles pendant la mise en œuvre de ce plan/politique de sécurité des injections ? (Donnez votre réponse dans l'encadré ci-dessous)

Dans la négative : Quand le pays préparera-t-il un plan ou une politique de sécurité des injections ? (Donnez votre réponse dans l'encadré ci-dessous)

Les difficultés rencontrées étaient essentiellement liées au manque d'incinérateurs dans certains districts. En effet la Mauritanie a adopté l'utilisation à large échelle des seringues autobloquantes, des boîtes de sécurité (réceptacles) et l'incinération des déchets depuis 2001.

Veillez expliquer comment en 2010 les déchets coupants ont été éliminés, quels ont été les problèmes rencontrés, etc.

Dans les zones où un incinérateur est disponible, les déchets vaccinaux sont collectés stockés et éliminés par incinération. En l'absence d'incinérateur, les autres formes d'élimination sont encore utilisées (enfouissement et brûlage).

Lors des campagnes de vaccination de masse pourvoyeuses de grandes quantités de déchets, le plan prévoit la collecte, le stockage, le transport vers les chefs-lieux de districts disposant d'incinérateurs et l'incinération exclusive.

6. Soutien aux Services de Vaccination (SSV)

Il n'y a aucun support SSV cette année.

7. Soutien aux Vaccins Nouveaux ou Sous-utilisés (SVN)

7.1. Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination de 2010

7.1.1.

Avez-vous reçu la quantité approuvée de doses de vaccins pour le programme de vaccination de 2010 qui vous a été communiquée par GAVI dans sa lettre de décision ? Veuillez remplir le **tableau 4** ci-dessous.

Tableau 4 : Doses de vaccin reçues

Note : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

	[A]	[B]		
Type de vaccin	Nombre total de doses pour 2010 dans la lettre de décision	Nombre total de doses reçues au 31 décembre 2010 *	Nombre total de doses dont la livraison a été reportée à 2011	Actions
DTP-HepB-Hib	414,400	340,000		

* Prière d'inclure aussi toute expédition de l'année précédente reçue conformément à cette même lettre de décision.

Si les chiffres [A] et [B] ci-dessus sont différents

Quels sont les principaux problèmes rencontrés ? (Utilisation du vaccin plus faible que prévu ? Retard dans les expéditions ? Ruptures de stock ? Stocks excessifs ? Problèmes avec la chaîne du froid ? Doses jetées car la pastille de contrôle des vaccins avait changé de couleur ou en raison de la date d'expiration ?...)

Toutes les quantités prévues dans la lettre de décision ont été reçues cependant du fait de l'affaire Shanta 5, nous avons retiré 222268 doses dont 74200 doses de 2010. La case A correspond à la quantité de vaccins mentionnée dans la lettre de décision comme soutien de GAVI. La case B correspond aux quantités de doses effectivement reçues en 2010 comme soutien de GAVI après retrait du lot de 74200 doses. Il faut rappeler qu'un lot de 74200 doses reçu entre janvier et mars 2010 a été retiré le 15 mars 2010 causant ainsi une rupture de vaccin pentavalent de 45 jours au niveau central et près de deux mois pour les niveaux intermédiaire et périphérique. D'autre part il est à rappeler que 28 800 doses correspondant à la quote part de l'Etat pour l'année 2010 ont été également réceptionnées.

Quelles mesures avez-vous prises pour améliorer la gestion des vaccins, p. ex. ajuster le plan d'expédition des vaccins ? (dans le pays et avec la Division des approvisionnements de l'UNICEF)

La gestion des vaccins suit un plan de distribution bi-annuel pour le niveau central, trimestriel pour le niveau régional et mensuel pour le niveau opérationnel. Cependant ce plan connaît souvent des difficultés liées au manque d'une logistique roulante appropriée. Ainsi les vaccins ne sont acheminés que lorsque des occasions se présentent.

7.1.2.

Pour les vaccins figurant au **tableau 4** ci-dessus, votre pays a-t-il connu une situation de rupture de stock en 2010 ? **Yes**

Dans l'affirmative, combien de temps la rupture de stock a-t-elle duré ? **2 mois**

Veillez décrire la raison et les conséquences de la rupture de stock

La raison de la rupture était le retrait en mars 2010, du lot Shanta 5 (Penta) qui était concerné par les floculations. IL s'est trouvé que tous les lots de vaccins Penta utilisés par le pays étaient concernés par cette mesure et la rupture a donc été prolongée pendant un mois 45 jours pour le niveau central et deux mois pour les niveaux intermédiaire et périphérique. Il est à noter que la quantité retournée était de 222268 de doses.

7.2. Introduction d'un nouveau vaccin en 2010

7.2.1.

Si GAVI a approuvé votre demande d'introduction d'un nouveau vaccin en 2010, veuillez vous reporter au plan d'introduction du vaccin dans la proposition approuvée et rendre compte de vos résultats.

Vaccin introduit		
Introduction progressive		Date d'introduction
Introduction sur tout le territoire national		Date d'introduction
La date et l'échelle de l'introduction sont-elles conformes aux prévisions dans la proposition ?		Dans le cas contraire, pourquoi ?

7.2.2.

Quand prévoyez-vous de réaliser une évaluation post-introduction ?

Si votre pays a mené une telle évaluation post-introduction ces deux dernières années, veuillez en joindre le rapport (document numéro)

7.2.3.

A-t-on signalé des manifestations adverses post-immunisation (MAPI) pendant l'année calendaire 2010 ? **No**

Si des cas de MAPI ont été signalés en 2010, veuillez décrire comment ces cas ont été traités et quel a été leur impact sur l'introduction du vaccin

7.2.4.

Utilisation de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin (appelée aussi « somme forfaitaire »)

Fonds reçus au titre de l'allocation d'introduction d'un vaccin en 2010

\$US	
Date de réception	

Veuillez rendre compte des principales activités qui ont été entreprises en rapport avec l'introduction d'un nouveau vaccin, en utilisant l'allocation de GAVI pour l'introduction d'un nouveau vaccin.

Veuillez décrire tout problème rencontré dans la mise en œuvre des activités prévues

Existe-t-il un solde de l'allocation d'introduction qui sera reporté ?

Si c'est le cas, combien ? \$US

Veuillez décrire les activités qui seront entreprises avec le solde des fonds :

7.2.5.

Détail des dépenses des fonds de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2010

Veuillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation des fonds de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2010 (document numéro). (Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'[Annexe 1.](#)) Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.).

7.3. Rapport sur le cofinancement du pays en 2010 (le cas échéant)

Tableau 5 : Quatre questions sur le cofinancement du pays en 2010

Q. 1 : Quel a été le montant réel de votre quote-part et des doses cofinancées en 2010 ?		
Versements du cofinancement	Montant total en \$US	Montant total en doses
1 ^{er} vaccin alloué DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	82,495	28,800
2 ^e vaccin alloué		
3 ^e vaccin alloué		
Q. 2 : Quelles sont les sources de fonds pour le cofinancement ?		
Gouvernement		
Donateur	Aucun	
Autres	Aucun	
Q. 3 : Quels facteurs ont accéléré, ralenti ou entravé la mobilisation des ressources pour le cofinancement des vaccins ?		
1.	Le facteur essentiel ayant contribué à l'accélération de la mobilisation des ressources était la disponibilité en permanence d'un reliquat de fonds (IIV) pour l'achat des vaccins dans le compte de l'UNICEF.	
2.		
3.		
4.		
Q. 4: Y a-t-il eu des différences entre le calendrier prévu des paiements et le calendrier réel		

pendant l'année faisant l'objet du rapport ?	
Calendrier des versements du cofinancement	Date prévue de versement pour 2012 (numéro du mois, ex: 8 pour août)
1 ^{er} vaccin alloué DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	3
2 ^e vaccin alloué	
3 ^e vaccin alloué	

Si le pays se trouve en situation de défaut de cofinancement, veuillez décrire et expliquer les mesures que le pays prévoit de prendre pour s'acquitter de ses obligations de cofinancement. Pour plus d'informations, voir la politique de GAVI Alliance sur le défaut de cofinancement http://www.gavialliance.org/resources/9_Co_Financing_Default_Policy.pdf (anglais).

Le soutien de GAVI aux nouveaux vaccins est-il inclus dans le budget du secteur national de la santé ? No

7.4. Gestion des vaccins (GEEV/GEV/EGV)

En vertu des nouvelles directives, les pays seront tenus de réaliser une évaluation de l'efficacité de la gestion des vaccins (EGV) avant de présenter une demande de soutien en vue de l'introduction d'un nouveau vaccin.

Quand a-t-on réalisé la dernière évaluation de l'efficacité de la gestion des entrepôts de vaccin (GEEV) ? 22.11.2010

Quand a-t-on réalisé la dernière évaluation de la gestion vaccinale (GEV) ? 22.11.2010

Si votre pays a réalisé une GEEV ou une GEV au cours des trois dernières années, veuillez en joindre les rapports. (document numéro 2)

Un rapport sur la VMA doit être joint lorsque le pays a introduit un vaccin nouveau ou sous-utilisé avec le soutien de GAVI avant 2008.

Veuillez noter que les outils d'évaluation de l'efficacité de la gestion des entrepôts de vaccins (GEEV) et d'évaluation de la gestion des vaccins (GEV) ont été remplacés par un outil intégré d'évaluation de l'efficacité de la gestion des vaccins (EGV). Pour de plus amples informations sur l'outil d'évaluation de la gestion des vaccins, voir http://www.who.int/immunisation_delivery/systems_policy/logistics/en/index6.html (anglais).

Les pays qui ont déjà réalisé une GEEV, une GEV ou une EGV sont priés de rendre compte des activités menées dans le cadre du plan d'action ou du plan d'amélioration préparé après la GEEV/GEV/EGV.

Bien que l'évaluation de la gestion des vaccins ait été conduite avec l'appui de l'OMS du 22 novembre au 02 décembre 2010, 5 recommandations sur 13 ont déjà connu un début de mise en œuvre:

- 1- S'assurer de la disponibilité, de la mise en œuvre, du suivi et de l'archivage de l'ensemble des plans et données de gestion (maintenance, pré-collecte etc.) pour le niveau central.
- 2- Imprimer et archiver tous les rapports (livraison, distribution, de destruction des déchets) pour le niveau central
- 3- Utiliser des classeurs avec étiquette pour garder l'ensemble des archives en un lieu sur et afficher les plages de température pour le stockage des vaccins
- 5- Mettre en place un système de mise à jour et de sauvegarde des données de gestion et de monitoring dont un antivirus efficace (niveau central).

D'autre part un renforcement de la chaîne de froid a été initié à travers la mise à disposition au niveau régional de 45

Quand prévoit-on de réaliser la prochaine évaluation de l'efficacité de la gestion des vaccins (EVM) ? [22.11.2012](#)

7.5. Changement de présentation d'un vaccin

Si vous préférez recevoir en [2012](#) une présentation vaccinale qui diffère de celle qui vous est actuellement fournie (par exemple nombre de doses par flacon, forme (liquide/lyophilisée), etc.), veuillez donner les caractéristiques du vaccin et joindre le compte rendu de la réunion du CCIA qui a recommandé le changement de présentation vaccinale. Si le vaccin est fourni par l'UNICEF, la planification d'un changement de présentation devrait commencer après la réception de la lettre de décision pour l'année suivante, en tenant compte des activités nationales requises pour modifier la présentation ainsi que la disponibilité des approvisionnements.

Veuillez préciser ci-dessous la nouvelle présentation du vaccin :

Veuillez joindre le compte rendu de la réunion du CCIA et du Groupe technique consultatif national sur la vaccination (GTCV) (le cas échéant) (document numéro) qui a approuvé la demande de changement.

7.6. Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en [2011](#)

Si [2011](#) est la dernière année de soutien pluriannuel approuvé pour un vaccin donné et si le pays souhaite continuer à bénéficier du soutien de GAVI, il devra demander une prolongation de l'accord de cofinancement conclu avec GAVI. Ce soutien commencera en [2012](#) pour la durée d'un nouveau plan pluriannuel complet (PPAC).

Par la présente, le pays demande une prolongation du soutien de GAVI pour le vaccin pour la période comprise entre [2012](#) et . En même temps, il s'engage à cofinancer l'achat du vaccin , conformément aux niveaux minimaux fixés par GAVI pour les quotes-parts qui figurent à la section [7.9 Calcul des besoins](#).

La prolongation pluriannuelle du soutien au vaccin correspond au nouveau PPAC pour les années [2012](#) à qui est joint à ce rapport de situation annuel (document numéro).

Le CCIA du pays a approuvé cette demande de prolongation du soutien au vaccin lors de la réunion dont le compte rendu est joint au présent rapport (document numéro).

7.7. Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de [2012](#)

Voici le processus pour demander un soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN) pour la vaccination en [2012](#)

Confirmez ci-dessous que votre demande pour le soutien aux vaccins en [2012](#) est conforme à la section [7.9 Calcul des besoins](#) : Yes

Si vous ne confirmez pas, veuillez expliquer pourquoi

7.8. Prix moyens pondérés des fournitures et frais de transport y associés

Tableau 6.1 : Prix des produits

Prix estimés pour l'approvisionnement en vaccins et le coût du fret associé: pour 2011 ces prix proviennent de la Division des approvisionnements de l'UNICEF ; en 2012 et à l'avenir, ces prix proviendront du Secrétariat de GAVI Alliance.

Vaccin	Présentation	2011	2012	2013	2014	2015
Seringue autobloquante	0	0.053	0.053	0.053	0.053	0.053
DTC-HepB, 2 doses/flacon, liquide	2	1.600				
DTC-HepB, 10 doses/flacon, liquide	10	0.620	0.620	0.620	0.620	0.620
DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	WAP	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850
DTC-HepB-Hib, 2 doses/flacon, lyophilisé	WAP	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850
DTC-HepB-Hib, 10 doses/flacon, liquide	WAP	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850
DTC-Hib, 10 doses/flacon, liquide	10	3.400	3.400	3.400	3.400	3.400
HepB monovalent, 1 dose/flacon, liquide	1					
HepB monovalent, 2 doses/flacon, liquide	2					
Hib monovalent, 1 dose/flacon, lyophilisé	1	3.400				
Antirougeoleux, 10 doses/flacon, lyophilisé	10	0.240	0.240	0.240	0.240	0.240
antipneumococcique (PCV10), 2 doses/flacon, liquide	2	3.500	3.500	3.500	3.500	3.500
Antipneumococcique (PCV13), 1 dose/flacon, liquide	1	3.500	3.500	3.500	3.500	3.500
Seringue de reconstitution pentavalent	0	0.032	0.032	0.032	0.032	0.032
Seringue de reconstitution antiamaril	0	0.038	0.038	0.038	0.038	0.038
Antirovirus pour calendrier 2 doses	1	7.500	6.000	5.000	4.000	3.600
Antirovirus pour calendrier 3 doses	1	5.500	4.000	3.333	2.667	2.400
Réceptacle de sécurité	0	0.640	0.640	0.640	0.640	0.640
Antiamaril, 5 doses/flacon, lyophilisé	WAP	0.856	0.856	0.856	0.856	0.856
Antiamaril, 10 doses/flacon, lyophilisé	WAP	0.856	0.856	0.856	0.856	0.856

Note: WAP: prix moyen pondéré (à utiliser pour chacune des présentations pour les vaccins pentavalent et fièvre jaune). Pour le vaccin pentavalent, ampoule d'une dose de vaccin liquide, ampoule de deux doses de vaccin lyophilisé et ampoule de 10 doses de vaccin liquide. Pour la fièvre jaune, ampoule de 5 doses de vaccin lyophilisé et ampoule de 10 doses de vaccin lyophilisé.

Tableau 6.2 : Frais de transport

Vaccins	Groupe	Pas de seuil	200 000 \$US		250 000 \$US		2 000 000 \$US	
			<=	>	<=	>	<=	>
Vaccin antiamaril	Fièvre jaune		20%				10%	5%
DTC+HepB	HepB et ou Hib	2%						
DTC-HepB-Hib	HepB et ou Hib				15%	3,50%		
Vaccin antipneumococcique (PCV10)	Antipneumococcique	5%						
Vaccin antipneumococcique (PCV13)	Antipneumococcique	5%						
Vaccin antirotavirus	Rotavirus	5%						
Vaccin antirougeoleux	Rougeole	10%						

7.9. Calcul des besoins

Tableau 7.1.1 : Caractéristiques des vaccins DTP-HepB-Hib, 1 dose/vial, Liquid

	Instructions		2011	2012					TOTAL
Nombre de nourrissons survivants	Table 1	#	136,417	139,691					276,108
Nombre d'enfants devant recevoir la troisième dose du vaccin	Table 1	#	95,492	104,768					200,260
Couverture vaccinale de la troisième dose	Table 1	#	70%	75%					
Nombre d'enfants devant recevoir la	Table 1	#	109,134	118,737					227,871

	Instructions		2011	2012					TOTAL
première dose du vaccin									
Nombre de doses par enfant		#	3	3					
Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 1	#	1.05	1.05					
Stock de vaccins au 1 ^{er} janvier 2011		#		0					
Nombre de doses par flacon		#	1	1					
Nombre de seringues autobloquantes nécessaires	Saisir OUI ou NON	#	Yes	Yes					
Nombre de seringues de reconstitution nécessaires	Saisir OUI ou NON	#	No	No					
Nombre de réceptacles de sécurité nécessaires	Saisir OUI ou NON	#	Yes	Yes					
Prix du vaccin par dose	Table 6.1	\$	2.580	2.470					
Quote-part du pays par dose		\$	0.20	0.20					
Prix unitaire des seringues autobloquantes	Table 6.1	\$	0.053	0.053					
Prix unitaire des seringues de reconstitution	Table 6.1	\$	0.032	0.032					
Prix unitaire des réceptacles de sécurité	Table 6.1	\$	0.640	0.640					
Frais de transport exprimés en % de la valeur des vaccins	Table 6.2	%	3.50%	3.50%					
Frais de transport exprimés en % de la valeur des équipements d'injection	Table 6.2	%	10.00%	10.00%					

Tableaux de cofinancement pour DTP-HepB-Hib, 1 dose/vial, Liquid

Groupe de cofinancement	Faible revenu
-------------------------	---------------

	2011	2012			
Cofinancement Minimum	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20
Votre cofinancement	0.20	0.20			

Tableau 7.1.2 : Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (soutien de GAVI)

Fournitures achetées par GAVI et leur coût en \$US		Pour approbation		Pour aval			TOTAL
		2011	2012				
Articles nécessaires		2011	2012				TOTAL
Nombre de doses de vaccin	#		352,527				352,527
Nombre de seringues autobloquantes	#		373,041				373,041
Nombre de seringues de reconstitution	#		0				0
Nombre de réceptacles de sécurité	#		4,141				4,141
Valeur totale cofinancée par GAVI	\$		925,886				925,886

Tableau 7.1.3 : Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (quote-part du pays)

Fournitures achetées par le pays et leur coût en \$US		Pour approbation		Pour aval			TOTAL
		2011	2012				
Articles nécessaires		2011	2012				TOTAL
Nombre de doses de vaccin	#		29,058				29,058
Nombre de seringues autobloquantes	#		30,749				30,749
Nombre de seringues de reconstitution	#		0				0
Nombre de réceptacles de sécurité	#		342				342
Valeur totale cofinancée par le pays	\$		76,317				76,317

Tableau 7.1.4 : Calcul des besoins pour DTP-HepB-Hib, 1 dose/vial, Liquid

	Formule	2011	2012			Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I
			Total	Gouvernement	GAV I									
A	Quote-part du pays		7.61%											
B	Nombre	Table 1	109,134	118,737	9,042	109,								

		Formule	2011	2012											
				Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I
	d'enfants devant recevoir la première dose du vaccin					695									
C	Nombre de doses par enfant	Paramètre du vaccin (calendrier)	3	3	3	3									
D	Nombre de doses nécessaires	B x C	327,402	356,211	27,126	329,085									
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau des facteurs de perte	1.05	1.05	1.05	1.05									
F	Nombre de doses nécessaires pertes comprises	D x E	343,773	374,022	28,482	345,540									
G	Stock régulateur des vaccins	(F – F de l'année précédente) * 0,25		7,563	576	6,987									
H	Stock au 1er janvier 2011			0	0	0									
I	Nombre total de doses de vaccin nécessaires	F + G - H		381,585	29,058	352,527									
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin		1	1	1									
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% perte)	(D + G –H) x 1,11		403,790	30,749	373,041									

	Formule	2011	2012			Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I
			Total	Gouvernement	GAV I									
L	nécessaires Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% perte) nécessaires $I / J * 1,11$		0	0	0									
M	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires $(K + L) / 100 * 1,11$		4,483	342	4,141									
N	Prix des vaccins nécessaires $I \times g$		942,515	71,772	870,743									
O	Prix des seringues autobloquantes nécessaires $K \times ca$		21,401	1,630	19,771									
P	Prix des seringues de reconstitution nécessaires $L \times cr$		0	0	0									
Q	Prix des réceptacles de sécurité nécessaires $M \times cs$		2,870	219	2,651									
R	Frais de transport des vaccins nécessaires $N \times fv$		32,989	2,513	30,476									
S	Frais de transport du matériel d'injection $(O+P+Q) \times fd$		2,428	185	2,243									

	Formule	2011	2012			Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I
			Total	Gouvernement	GAV I									
	nécessaire													
T	Total des fonds nécessaires (N+O+P+Q+R+S)		1,002,203	76,317	925,886									
U	Total du cofinancement du pays 13 cc		76,317											
V	% de cofinancement du pays sur la part financée par le soutien de GAVI U / T		7.61%											

8. Soutien à la Sécurité des Injections (SSI)

Il n'y a aucun support SSI cette année.

9. Programme de Renforcement du Système de Santé (RSS)

Le formulaire du RSS est disponible à l'adresse suivante :
[HSS section of the APR 2010 @ 18 Feb 2011 FR.DOCX](#)

Veillez le télécharger, le remplir hors connexion et le recharger à la fin du présent formulaire de rapport de situation annuel en utilisant la section des pièces jointes.

10. Programme Relatif aux Organisations de la Société Civile (OSC)

Il n'y a aucun support OSC cette année.

11. Observations

Observations des Présidents du CCIA/CCSS

Vous pouvez transmettre des observations que vous souhaitez porter à l'attention du CEI chargé du suivi ainsi que toute remarque que vous aimeriez faire sur les problèmes que vous avez rencontrés pendant l'année faisant l'objet du rapport. Ces observations s'ajoutent aux comptes rendus approuvés des réunions, qui doivent être inclus dans les pièces jointes.

12. Annexes

Annexe 1

INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU SOUTIEN AUX SERVICES DE VACCINATION (SSV) ET À L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN

- I. Tous les pays ayant reçu un SSV/une allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2010 ou qui disposaient d'un report de fonds précédemment versés de SSV ou de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin en 2010 sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes prédéterminés de dépenses.
- III. **Au minimum**, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2010, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
 - a. Report de fonds de l'année calendaire 2009 (solde d'ouverture le 1^{er} janvier 2010)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2010
 - c. Autres recettes reçues en 2010 (intérêts, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2010
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2010, sur la base du **système de classification économique de votre gouvernement**. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour l'année selon le propre système de classification économique de votre gouvernement, et les postes de dépenses applicables, par exemple : salaires et traitements. Si possible, veuillez rendre compte du budget pour chaque poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque poste au 31 décembre 2010 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays expliqueront comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fourniront toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers seront examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2010. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds du SSV doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU SSV ET DE L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN :

Exemple de relevé des recettes et dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – SSV de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US *
Solde reporté de 2008 (<i>solde au 31 décembre 2008</i>)	25 392 830	53 000
Récapitulation des recettes reçues en 2009		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120 000
Revenu des intérêts	7 665 760	16 000
Autres recettes (honoraires)	179,666	375
Recettes totales	38 987 576	81 375
Dépenses totales en 2009	30 592 132	63 852
Solde au 31 décembre 2009 (<i>solde à reporter sur 2010</i>)	60 139 325	125 523

* Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – SSV de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
Dépenses non salariales						
Formation	13 000 000	27,134	12 650 000	26,403	350,000	731
Carburant	3 000 000	6,262	4 000 000	8,349	-1,000 000	-2 087
Entretiens et frais généraux	2 500 000	5,218	1 000 000	2,087	1,500 000	3 131
Autres dépenses						
Véhicules	12 500 000	26 090	6 792 132	14,177	5,707 868	11 913
TOTAUX POUR 2009	42 000 000	87 663	30 592 132	63 852	11 407 868	23 811

** Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes à son propre système de classification économique.

Annexe 2

INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ (RSS)

- I. Tous les pays ayant reçu des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2010 ou qui disposaient en 2010 d'un report de fonds de RSS précédemment versés sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. Au minimum, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2010, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
 - a. Report de fonds de l'année calendaire 2009 (solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2010)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2010
 - c. Autres recettes reçues en 2010 (intérêts, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2010
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2010, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour chaque objectif et activité de RSS, conformément à la proposition de RSS de votre gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par poste de dépenses (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses utilisés doivent être fondés sur le propre système de classification économique de votre gouvernement. Veuillez rendre compte du budget pour chaque objectif, activité et poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2010 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays expliqueront comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fourniront toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers seront examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2010. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds de RSS doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU RSS :
Exemple de relevé des recettes et dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – RSS de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US *
Solde reporté de 2008 (solde au 31 décembre 2008)	25 392 830	53 000
Récapitulation des recettes reçues en 2009		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120 000
Revenu des intérêts	7 665 760	16 000
Autres recettes (honoraires)	179 666	375
Recettes totales	38 987 576	81 375
Dépenses totales en 2009	30 592 132	63 852
Solde au 31 décembre 2009 (solde à reporter sur 2010)	60 139 325	125 523

* Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – RSS de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
OBJETIF 1 DE LA PROPOSITION DE RSS : ÉLARGIR L'ACCÈS AUX DISTRICTS PRIORITAIRES						
ACTIVITÉ 1.1 : FORMATION DES AGENTS DE SANTÉ						
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
Dépenses non salariales						
Formation	13 000 000	27 134	12 650 000	26 403	350 000	731
TOTAL POUR L'ACTIVITÉ 1.1	24 000 000	50 093	18 800 000	39 239	5 200 000	10 854
ACTIVITÉ 1.2 : RÉFECTION DES CENTRES DE SANTÉ						
Dépenses non salariales						
Entretien et frais généraux	2 500 000	5 218	1 000 000	2 087	1 500 000	3 131

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – RSS de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
Autres dépenses						
Équipement	3 000 000	6 262	4 000 000	8 349	-1 000 000	-2 087
Travaux d'infrastructure	12 500 000	26 090	6 792 132	14 177	5 707 868	11 913
TOTAL POUR L'ACTIVITÉ 1.2	18 000 000	37 570	11 792 132	24 613	6 207 868	12 957
TOTAUX POUR L'OBJECTIF 1	42 000 000	87 663	30 592 132	63 852	11 407 868	23 811

** Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes aux objectifs/activités de sa proposition de RSS et à son système de classification économique.

Annexe 3

INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU SOUTIEN AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) DE TYPE B

- I. Tous les pays ayant reçu des fonds OSC de type B pendant l'année calendaire 2010 ou qui disposaient en 2010 d'un report de fonds OSC de type B précédemment versés sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. Au minimum, GAVI exige un simple relevé de recettes et dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2010, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
 - a. Report de fonds de l'année calendaire 2009 (solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2010)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2010
 - c. Autres recettes reçues en 2010 (intérêts, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2010
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2010, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse doit résumer les dépenses annuelles totales de chaque partenaire de la société civile, conformément à la proposition d'OSC de type B de votre Gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par poste de dépenses (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses devraient être fondés sur le propre système de classification économique de votre Gouvernement. Veuillez rendre compte du budget pour chaque objectif, activité et poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2010 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays doivent expliquer comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fournir toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers devraient être examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes pour l'exercice financier 2010. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU SOUTIEN OSC DE TYPE B :

Exemple de relevé des recettes et des dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – OSC de type B de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US *
Solde reporté de 2008 (<i>solde au 31 décembre 2008</i>)	25 392 830	53 000
Récapitulation des recettes reçues en 2009		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120 000
Revenu des intérêts	7 665 760	16 000
Autres recettes (honoraires)	179 666	375
Recettes totales	38 987 576	81 375
Dépenses totales en 2009	30 592 132	63 852
Solde au 31 décembre 2009 (<i>solde à reporter sur 2010</i>)	60 139 325	125 523

* Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – OSC de type B de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
OSC 1 : CARITAS						
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
Dépenses non salariales						
Formation	13 000 000	27 134	12 650 000	26 403	350 000	731
TOTAL POUR L'OSC 1 : CARITAS	24 000 000	50 093	18 800 000	39 239	5 200 000	10 854
OSC 2 : SAVE THE CHILDREN						
Dépenses salariales						
Indemnités journalières	2 500 000	5 218	1 000 000	2 087	1 500 000	3 131
Dépenses non salariales						
Formation	3 000 000	6 262	4 000 000	8 349	-1 000 000	-2 087

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – OSC de type B de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
Autres dépenses						
Travaux d'infrastructure	12 500 000	26 090	6 792 132	14 177	5 707 868	11 913
TOTAL POUR L'OSC 2 : SAVE THE CHILDREN	18 000 000	37 570	11 792 132	24 613	6 207 868	12 957
TOTAUX POUR TOUTES LES OSC	42 000 000	87 663	30 592 132	63 852	11 407 868	23 811

** Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes aux objectifs/activités de sa proposition de soutien OSC de type B et à son système de classification économique.

13. Pièces Jointes

13.1. Liste de documents justificatifs joints au présent rapport de situation annuel

Document	Section	Document numéro	Obligatoire *
Signature of Minister of Health (or delegated authority)		3	Oui
Signature of Minister of Finance (or delegated authority)		8	Oui
Signatures of members of ICC		4	Oui
Signatures of members of HSCC		9	Oui
Minutes of ICC meetings in 2010		5	Oui
Minutes of ICC meeting in 2011 endorsing APR 2010		7, 13	Oui
Minutes of HSCC meetings in 2010		10	Oui
Minutes of HSCC meeting in 2011 endorsing APR 2010		12	Oui
Financial Statement for ISS grant in 2010			
Financial Statement for CSO Type B grant in 2010			
Financial Statement for HSS grant in 2010		11	Oui
EVSM/VMA/EVM report		2	
External Audit Report (Fiscal Year 2010) for ISS grant			
CSO Mapping Report (Type A)			
New Banking Details			
new cMYP starting 2012		6	
Summary on fund utilisation of CSO Type A in 2010			
Financial Statement for NVS introduction grant in 2010			
External Audit Report (Fiscal Year 2010) for CSO Type B grant			
External Audit Report (Fiscal Year 2010) for HSS grant			
Latest Health Sector Review Report			

13.2. Pièces jointes

Liste de tous les documents obligatoires et facultatifs joints au présent rapport

Note : Utiliser l'icône **Télécharger fichier** pour télécharger le document. Utiliser l'icône **Supprimer champ** pour supprimer une ligne. Pour ajouter des lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

ID	Type de fichier	Nom du fichier	Nouveau fichier	Actions
	Description	Date et heure Taille		
1	Type de fichier: other	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\Dakar 2011\JRF 2010 Mauritanie révisé le 07 avril 11.xls		
	Description: JRF 2010	Date et heure: 10.05.2011 09:18:43 Taille: 427 KB		
2	Type de fichier: EVSM/VMA/EVM report	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\EGV2010\EVM report Mauritanie_110.pdf		
	Description: Rapport de l'évaluation de la			

ID	Type de fichier	Nom du fichier	Nouveau fichier	Actions
	Description	Date et heure Taille		
	gestion des vaccins conduite en novembre 2010	Date et heure: 10.05.2011 09:22:23 Taille: 3 MB		
3	Type de fichier: Signature of Minister of Health (or delegated authority) * Description: Signature du ministre de la santé	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\Dakar 2011\Sgnature MS et MF RAS.pdf Date et heure: 11.05.2011 11:10:35 Taille: 662 KB		
4	Type de fichier: Signatures of members of ICC * Description: Membres du CCIA	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\Dakar 2011\Sgnatures CCIA RAS.pdf Date et heure: 11.05.2011 11:11:55 Taille: 875 KB		
5	Type de fichier: Minutes of ICC meetings in 2010 * Description: Deux comptes rendus en fichier zippé	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\Dakar 2011\PV de réunion\PV réunions CCIA 2010.zip Date et heure: 11.05.2011 11:19:31 Taille: 26 KB		
6	Type de fichier: new cMYP starting 2012 Description: PPAC 2008-2012 du PEV. le PPAC 2013-2015 est en cours de révision et sera envoyé avec la soumission du pays au nouveau vaccin	Nom du fichier: PPaC_Mau_30avril_2008-2012.pdf Date et heure: 12.05.2011 10:49:06 Taille: 751 KB		
7	Type de fichier: Minutes of ICC meeting in 2011 endorsing APR 2010 * Description: Fichier word avec en annexe la liste de présence	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\Dakar 2011\PV de réunion\PV réunion CCIA 14 04 2011.doc Date et heure: 12.05.2011 11:28:38 Taille: 69 KB		
8	Type de fichier: Signature of Minister of Finance (or delegated authority) * Description: siganature du ministre des finances	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\Dakar 2011\Sgnature MS et MF RAS.pdf Date et heure: 12.05.2011 12:14:19 Taille: 662 KB		
9	Type de fichier: Signatures of members of HSCC * Description:	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\Dakar 2011>Note explicative.doc Date et heure: 12.05.2011 12:43:31 Taille: 20 KB		
10	Type de fichier: Minutes of HSCC meetings in 2010 *	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\Dakar 2011>Note		

ID	Type de fichier	Nom du fichier	Nouveau fichier	Actions
	Description	Date et heure Taille		
	Description:	explicative.doc Date et heure: 12.05.2011 12:45:07 Taille: 20 KB		
11	Type de fichier: Financial Statement for HSS grant in 2010 * Description:	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\Dakar 2011>Note explicative.doc Date et heure: 12.05.2011 12:45:07 Taille: 20 KB		
12	Type de fichier: Minutes of HSCC meeting in 2011 endorsing APR 2010 * Description:	Nom du fichier: C:\Documents and Settings\khalefi\Bureau\Dakar 2011>Note explicative.doc Date et heure: 12.05.2011 12:45:46 Taille: 20 KB		
13	Type de fichier: Minutes of ICC meeting in 2011 endorsing APR 2010 * Description:	Nom du fichier: PV réunion 14 avril 2011.pdf Date et heure: 06.06.2011 08:30:58 Taille: 1 MB		

~ Fin ~